

Lettre de la société civile contre les règles sur le commerce électronique à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

1er avril 2019

Chers membres de l'OMC,

La technologie peut stimuler le développement et aider à créer des moyens de subsistance durables, mais il faut des politiques correctes pour que les pays, les travailleurs et les consommateurs puissent en bénéficier partout. Or certains pays ont déclaré leur intention de réécrire les règles de l'économie globale pour donner aux multinationales de la technologie, les plus grandes entreprises du monde, de nouveaux « droits » au profit – tout en limitant la surveillance dans l'intérêt public et les bénéfices de la nouvelle économie pour tout le monde – en lançant de nouvelles négociations sur « l'e-commerce » à l'OMC. Les règles proposées par les multinationales de la Big Tech vont beaucoup plus loin que « l'e-commerce » et elles ont des conséquences pour tous les aspects de l'économie nationale et globale, même pour les pays qui n'y participent pas.

Nous écrivons pour exprimer notre opposition profonde et pressante à ces négociations proposées qui, si elles aboutissent, pourraient entraîner la libéralisation totale de toute l'économie (numérique) et représenter une tentative détournée de parvenir à une « OMC 2.0 ». Alors que la rhétorique sur « l'e-commerce » souligne les opportunités pour les entrepreneurs des pays en développement, des règles contraignantes sur l'économie numérique encore émergente limiteraient drastiquement la capacité des pays à développer leurs économies futures. Cela accélérerait le désavantage global des travailleurs et des petites entreprises dans tous les pays par rapport aux multinationales, qui caractérise déjà l'économie globale. Cela permettrait aux Big Tech de consolider son modèle d'affaires d'exploitation, y compris l'obtention du droit d'accéder aux marchés globaux ; d'extraire et contrôler les données personnelles, sociales et des affaires dans le monde ; de verrouiller la déréglementation et évader une réglementation future ; d'accéder à une offre illimitée de main d'œuvre sans droits ; d'étendre son pouvoir par des monopoles ; et de se soustraire à l'impôt. Les règles proposées représentent donc une grave menace pour le développement, les droits humains, la main d'œuvre et la prospérité partagée dans le monde, ce qui est à l'opposé des politiques nécessaires à contenir le pouvoir des Big Tech.

1. Il faut une gouvernance démocratique appropriée, pas un pouvoir illimité des Big Tech sur les données.

La démocratie et le développement durable dépendent de la libre circulation des données et nous croyons fermement à la liberté d'expression. Mais c'est différent de la collection non régulée des données par les multinationales et de leur transfert au-delà des frontières. Le capitalisme de surveillance des Big Tech affaiblit le fonctionnement démocratique de nos médias, connaissance, culture, transports, agriculture, justice, commerce, santé et d'autres secteurs et il menace nos processus démocratiques. Les débats publics se concentrent de plus en plus sur le besoin de réduire le pouvoir des Big Tech par le renforcement des réglementations au niveau national et international, mais les règles proposées sur l'e-commerce – y compris leur objectif principal de « libre circulation des données » illimitée – pourraient miner ces efforts dans les agences appropriées.

2. Des politiques de données dans l'intérêt public sont fondamentales pour le développement économique et la prospérité de tous les pays.

A ce jour, la plupart des pays (et des gens) ne saisissent pas entièrement la valeur des données, qui sont la ressource la plus précieuse, si bien que les gouvernements permettent trop facilement qu'elles soient collectées de façon indiscriminée et transférées à l'étranger par les multinationales. Tout comme aux siècles passés, lorsque les pays en développement ont perdu le contrôle de leur capacité à profiter du potentiel de création de richesse des matières premières, il y a un véritable danger de répéter les mêmes erreurs avec les données, ce qui va entraîner le colonialisme numérique et aggraver les sérieux problèmes d'accroissement des inégalités dans le monde. Tous les pays et surtout les pays en développement, doivent exploiter la valeur des données pour les entrepreneurs nationaux, mais aussi pour le développement économique de la communauté dans l'intérêt public.

Ainsi ils doivent conserver la marge de manœuvre pour tailler des politiques sur la gouvernance des données, y compris pouvoir garder les données localement ou régionalement lorsque ceci peut être dans l'intérêt national ou de la communauté. Les propositions à l'OMC de donner aux Big Tech le droit au transfert non réglementé des données à l'étranger, d'interdire aux pays de pouvoir exiger le stockage des données sur leur territoire ou l'utilisation de serveurs locaux limiteraient sévèrement la capacité des pays en développement – et de tous ceux qui n'ont pas de Big Tech – d'assurer que leurs citoyens profitent de la numérisation.

3. Une forte protection des consommateurs, de la sphère privée et des droits serait mise en péril par les règles sur « l'e-commerce »

Il faut des politiques robustes pour la protection des utilisateurs numériques, y compris en ce qui concerne la protection de la sphère privée et des données. Les citoyens ont le droit à la protection de la sphère privée et les consommateurs à ce que leurs données soient protégées et non abusées par les multinationales pour le profit privé, ou par des gouvernements contre leurs droits humains dans l'espace numérique. Les règles proposées à l'OMC donneraient aux multinationales des droits illimités de transférer les données dans la juridiction qui leur plaît et elles feraient passer les droits commerciaux avant la protection des consommateurs et les droits des citoyens à la protection de la sphère privée d'une façon qui ne peut être réparée par les règles de l'OMC. Les droits humains, du travail, des consommateurs, économiques et civils doivent s'appliquer de la même façon dans la sphère numérique sans être limités car considérés comme des « entraves au commerce ». Vu que les entreprises utilisent de plus en plus l'intelligence artificielle (IA), par exemple pour engager et licencier, et que les gouvernements l'utilisent de plus en plus dans des fonctions comme les condamnations judiciaires, il faut aussi des cadres forts de reddition des comptes des algorithmes pour améliorer la discrimination et le biais de genre et racial, et non des restrictions pour l'accès au code source et aux algorithmes, comme dans les règles proposées.

4. Les politiques numériques doivent promouvoir des emplois décents pour la prospérité partagée, pas réduire le pouvoir des travailleurs.

L'industrialisation numérique inclusive pour la prospérité partagée doit se concentrer sur la création d'emplois décents et de sources de revenu et sur les droits sociaux et économiques associés. Le Rapport sur le commerce et le développement de la CNUCED a montré que les travailleurs sont en train de perdre leur part de la production globale au profit du capital, en partie parce que le capital a utilisé sa richesse pour réécrire les règles qui lui permettent de tirer encore plus de profit. L'automatisation et les politiques commerciales ont affaibli le pouvoir de négociation des travailleurs et les règles proposées sur « l'e-commerce » mineraient encore davantage les droits des travailleurs et leur pouvoir vis-à-vis des multinationales numériques et augmenteraient encore davantage les inégalités et la précarité dans de nombreux secteurs. Alors que plus de femmes entrent dans l'économie numérique, nous nous opposons à la façon dont le « genre » et « la capacitation économique des femmes » sont utilisés à l'OMC pour faire avancer des politiques anti-développement qui vont réduire le pouvoir des travailleuses. De nouvelles règles qui renforcent les inégalités structurelles entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci ne seront pas acceptables seulement parce qu'elles contiennent une clause sur le genre ou le droit du travail. La stratégie la plus importante pour assurer les bénéfices larges et inclusifs de la numérisation est un engagement en faveur de la création d'emplois qui tendent vers le plein emploi, concentré sur l'équité, y compris des droits du travail forts et des conditions de travail décentes pour tous les travailleurs ; l'égalité de genre ; les droits aux données des travailleurs ; et une protection sociale complète et portable, y compris pour les travailleurs des plateformes.

5. Il faut urgemment des régulations et des actions anti-monopolistiques dans des juridictions hors de l'OMC.

Presque tout le commerce numérique est dominé par quelques acteurs globaux des Etats-Unis et de la Chine d'une façon qui n'est pas seulement en train de perturber et réorganiser l'activité économique, mais qui entraîne aussi la domination numérique. Une source encore plus grande de profit des Big Tech vient de l'achat des concurrents et de l'évitement des régulations. En plus de créer de nouvelles régulations anti-monopolistiques et de renforcer les existantes, les gouvernements doivent envisager de briser les entreprises engagées dans des pratiques monopolistiques nocives. Jusqu'à ce que cela arrive, ce serait de la folie de faire basculer la balance encore plus en faveur du pouvoir des monopoles technologiques en acceptant leurs propositions à l'OMC.

6. La libéralisation numérique minerait le développement et augmenterait la pauvreté dans les pays en développement

Pour faire du commerce, les pays en développement doivent produire et augmenter la valeur captée par la production. Si le commerce numérique est étendu sans améliorer d'abord les capacités productives des pays en développement et clore le fossé numérique en améliorant l'infrastructure physique et l'inter connectivité et en adoptant des normes contraignantes pour la protection de la sphère privée, des données et des droits sur les données économiques, les pays en développement ne feront qu'ouvrir encore plus leurs économies aux importations étrangères. Se connecter à des plateformes d'e-commerce ne va pas augmenter automatiquement les exportations, mais cela peut entraîner une érosion accrue des parts de marché national. Ainsi la libéralisation dans la sphère numérique, sans les investissements nationaux nécessaires pour améliorer les capacités productives, va détruire des emplois et les pousser encore plus vers le secteur informel, décimer les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et limiter sévèrement le développement futur. Ces menaces à la souveraineté économique et aux perspectives de développement futures par la libéralisation numérique prématurée seraient largement amplifiées si l'espace économique numérique en évolution rapide est gouverné par des règles élaborées par des multinationales pour leur propre profit dans le monde entier.

7. Il faut urgemment une industrialisation numérique pour promouvoir le développement et les MPME

Au lieu de la libéralisation numérique, ce qu'il faut dans le monde c'est une stratégie d'industrialisation numérique centrée sur le développement. En Afrique, c'est reflété dans l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. Pour promouvoir l'industrialisation numérique il faut investir dans l'infrastructure technique, légale et économique d'un pays et il faut des politiques pour développer et soutenir les business et les plateformes numériques nationales et créer les capacités pour utiliser les données nationales dans l'intérêt public ; il faut promouvoir stratégiquement les MPME, y compris par le transfert de technologie et des cadres d'utilisation de données nationales ; il faut assurer les bénéfices universels de l'économie digitale par des politiques de plein emploi ; il faut une taxation et des investissements adéquats pour combler le fossé numérique ; il faut faire avancer le bien-être et la protection de la sphère privée des consommateurs par des mesures contraignantes de protection des consommateurs ; il faut assurer la régulation de l'économie numérique dans l'intérêt public et il faut de saines pratiques en matière de concurrence ; et plus. Des politiques spécifiques sont nécessaires pour protéger les petits acteurs, commerçants, paysans, fournisseurs de petits services, travailleurs, etc. qui sont menacés par les nouveaux modèles numériques organisés globalement. Beaucoup de ceci peut être accompli par des politiques nationales qui devraient être développées avec une contribution appropriée des parties prenantes, et par l'intégration régionale. Mais les règles « d'e-commerce » à l'OMC visent à restreindre spécifiquement la capacité des pays à mettre en œuvre la plupart de ces politiques.

8. Une taxation plus équitable serait sévèrement limitée par les règles proposes sur l'e-commerce à l'OMC

Les propositions sur "l'e-commerce" à l'OMC comprennent au moins cinq mécanismes pour limiter les responsabilités fiscales des Big Tech, pas seulement en interdisant la taxation appropriée, mais aussi l'obligation pour les entreprises d'avoir une présence locale dans les pays où elles opèrent. Pourtant les entreprises technologiques géantes devraient contribuer à la base fiscale nationale, comme les entreprises locales ou non numériques. Les acteurs numériques profitent de la mobilité et de l'intangibilité des biens et services numériques pour échapper à l'impôt et créer un terrain de jeu inégal. Les règles fiscales qui permettent aux multinationales numériques de réduire artificiellement leur revenu imposable ou de déplacer les profits vers des juridictions à la fiscalité basse où il n'y a que peu ou pas d'activité économique devraient être abolies et non codifiées par les règles du commerce numérique. Une taxation appropriée est essentielle pour les investissements dans l'infrastructure favorable au développement et pour des services publics de bonne qualité et accessibles, y compris l'infrastructure sociale qui peut réduire le travail de soin non ou mal payé à la maison, fait surtout par des femmes. C'est d'autant plus important que l'accroissement de la dette (aussi bien publique que privée) ces dernières années est de nouveau une source d'inquiétude quant à sa durabilité. Les pays en développement ne seront pas capables d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) sans étendre les soutiens fiscaux pour avoir des services publics de qualité et accessibles dans l'éducation, la santé, le social, l'accès à l'eau, à l'électricité et plus.

9. Il faut des politiques qui promeuvent l'innovation, les petites entreprises et la sécurité, et non plus de monopoles sur les brevets

La CNUCED a souligné que tous les pays qui se sont industrialisés avec succès ont utilisé la protection des industries naissantes. Comme les pays en développement, et plus particulièrement les Pays les moins avancés (PMA) doivent encore s'industrialiser, ils doivent pouvoir utiliser la protection des industries naissantes, y compris par des politiques actives de transfert de technologie. Le système international de règles qui régissent les brevets et les droits d'auteur a entraîné un transfert incalculable de richesses du Sud et des consommateurs du monde entier vers un petit groupe de multinationales surprotégées qui détiennent les brevets et les droits d'auteur dans quelques pays. Des protections extrêmes de la « propriété intellectuelle » (PI) freinent l'innovation, réduisent l'innovation et la créativité, promeuvent les monopoles et facilitent l'évasion fiscale. Elles réduisent aussi notre sécurité envers le hacking, vu que les codes source et les algorithmes traités comme secrets commerciaux pourraient évader la surveillance régulatrice. Les propositions à l'OMC sous le nom de « e-commerce » renforceraient davantage les systèmes de maximalisation de la PI et devraient être refusées, surtout pour les PMA qui n'ont pas besoin de les mettre en œuvre. Au lieu de cela, nous avons besoin de politiques qui promeuvent l'innovation, non limitées par des monopoles extrêmes de PI anti-développement.

10. Les pays ont besoin de marge de manœuvre; l'agenda sur l'e-commerce promeut une libéralisation totale nocive

“L'e-commerce” est utilisé comme un cheval de Troie pour d'autres propositions qui étendraient la libéralisation, y compris la suppression des droits de douane (sur les produits des technologies de l'information) ; la libéralisation de différents services ; et pour permettre aux entreprises étrangères d'entrer en concurrence pour l'attribution des marchés publics de tous les ministères. On propose de les appliquer même aux PMA qui ne doivent pas libéraliser les biens et services dans le cadre du Cycle de Doha. Ces propositions comprennent des sujets dont les pays en développement sont arrivés à stopper les négociations dans le Cycle de Doha. « L'e-commerce » ne devrait pas servir à faire entrer par la fenêtre des règles anti-développement qui ont déjà été rejetées.

11. Il faut un nouvel agenda pour des politiques économiques numériques et l'économie globale

Les pays en développement doivent développer leur propre agenda d'industrialisation numérique. Ils ne doivent pas faire avancer les « règles d'e-commerce » qui ont été développées par des multinationales comme Amazon, Google, Facebook et Alibaba dans leur propre intérêt. D'autres modèles peuvent distribuer plus équitablement les bénéfices de l'économie numérique tout en renforçant les droits humains. Tous les pays ont besoin de politiques pour restreindre le comportement de ces géants des affaires, afin de ne pas asseoir encore davantage leur pouvoir monopolistique démesuré. Un résultat pro-développement ne peut pas être atteint dans des discussions sur l'e-commerce parce que les règles et politiques nécessaires pour l'industrialisation numérique sont à l'opposé des règles de l'OMC, qui donnent des droits aux entreprises tout en restreignant le rôle régulateur des Etats.

La société civile a affirmé que le système commercial international doit laisser aux pays une marge de manœuvre suffisante pour poursuivre un agenda positif pour le développement et la création d'emplois et il doit faciliter, au lieu d'empêcher, les efforts globaux pour assurer la souveraineté alimentaire et la vraie sécurité alimentaire, le développement durable, l'accès aux médicaments abordables et la stabilité financière globale. Il doit privilégier des accords globaux sur les droits humains, l'environnement et les ODD par rapport au profit privé. Cet agenda pro-développement est mis de côté à l'OMC en faveur des intérêts des Big Tech par les négociations sur « l'e-commerce ». Nous appelons donc les membres de l'OMC à laisser tomber leur pression pour des négociations sur le commerce électronique à l'OMC et à se concentrer urgemment sur la transformation des règles du commerce international pour une prospérité partagée pour tous.

Cordialement,

les organisations internationales et régionales

1 ACP Civil Society
Forum

ACP Civil Society Forum is the Forum of African, Caribbean and Pacific Organisations established in 2001 to be involved in the ACP EU Cooperation.

2	Africa Development Interchange Network (ADIN)	ADIN is Member of the African CSO Working Group on Sustainable Development, leading on FfD and Resources mobilization. We engage with African institutions to ensure that Africa meets its development agenda and carry the voices of the African grassroots in global spaces.
3	Africa Europe Faith and Justice Network (AEFJN)	AEFJN is a Network present in all countries of Africa and most countries in Europe to promote fairer relations between Africa and Europe. AEFJN works on economic issues related to Africa in the European Union and International Organizations policies.
4	Agencia internacional de noticias Pressenza	Agencia de noticias con enfoque de Paz y NoViolencia.
5	Arab NGO Network for Development (ANND)	ANND is a regional network, working in 12 Arab countries with nine national networks (with an extended membership of 250 CSOs from different backgrounds) and 23 NGO members, strengthening the role of civil society, enhancing the values of democracy, respect of human rights and sustainable development in the region.
6	Asia Pacific Research Network	APRN was established to develop cooperation among alternative research centres of NGOs and social movements that work on current development issues affecting the people across the region.
7	Asian Peoples Movement on Debt and Development	Alliance of 55 movements and peoples organizations in 12 countries in Asia.
8	AWID	AWID is an international, feminist, membership organisation committed to achieving gender equality, sustainable development and women's human rights
9	Basderm Africa	BASDERM AFRICA Limited, an African-based technology consultancy firm, is an industry leader in leveraging information technology to solve the African problem.
10	Building Eastern Africa Community Network	BEACON is a network of churches, church organizations and NGOs in Ethiopia, Uganda, Tanzania, South Sudan and Kenya to promote the rights of small holder farmers in agriculture policies and trade.
11	Civil Society Coalition on Sustainable Development	CSCSD is a coalition of over 1000 registered civil society and nongovernmental organizations committed to citizens' empowerment, human rights protection, development and peace.
12	Colectivo Voces Ecológicas COVEC	COVEC es una organización ecológica política cuyo objetivo es promover la defensa de los derechos socioambientales de las comunidades. A través de la Educación Popular y la Comunicación Alternativa bajo el concepto de la Ecología Política.
13	Council of Pacific Education	Council of Pacific Education (COPE) is the sub-regional organisation of teacher unions in the Pacific. COPE is the Pacific arm of Education International (EI). 18 EI members from 11 countries in the region are affiliated to COPE.
14	Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)	DAWN is a network of feminist scholars, researches and activists from the economic South working for gender, economic, and ecological justice, and sustainable and democratic development.
15	DigitalSENSE Africa Media	DigitalSENSE Africa Media is an international organization based in Nigeria (Africa), an ICANN certified At Large Structure and organisers of Internet Governance for Development (IG4) since 2009.
16	DIVA for Equality	DIVA for Equality is a south feminist LGBTI led collective and network operating out of Fiji, and with work in urban, rural, and maritime communities in Pacific small island societies.
17	East Africa Trade Union Confederation	EATUC is a sub regional trade union that bring together over 3.5 million workers from the East Africa Community.
18	Econews Africa	Econews Africa is a Pan-African organisation working on economic policy issues and their consequences on marginalised constituencies in Africa.

19	Education International	Education International (EI) is the global union federation of teachers and other education employees, representing 32 million workers in education institutions through some 400 affiliated trade unions and professional associations in 170 countries and territories.
20	Estoi	Fundación Procrear - Regional; hacemos parte de la RED RAISSS Latinoamerica.
21	ETC Group	ETC Group works to address the socioeconomic and ecological issues surrounding new technologies that could have an impact on the world's poorest and most vulnerable people.
22	European Federation of Public Service Unions (EPSU)	EPSU represents 8 million public service workers in central and local governments, health and social services and utilities across Europe. EPSU is a member of the European Trade Union Confederation (ETUC) and the European regional organisation of Public Services International (PSI).
23	Focus on the Global South	Policy research and campaign organization fighting corporate globalization.
24	Global Alliance for Tax Justice	The Global Alliance for Tax Justice (GATJ) is a coalition of autonomous regional tax justice networks in Africa (Tax Justice Network Africa – TJNA); Asia - Tax and Fiscal Justice Alliance Asia – TAFJA; LA- Red de Justicia Fiscal America Latina et Caribe – RJFLAC, Tax Justice -Europe; and North America (FACT Coalition in the US and Canadians for Tax Fairness in Canada).
25	Global Policy Forum	Global Policy Forum is an independent policy watchdog that monitors the work of the United Nations and scrutinizes global policymaking. We promote accountability and citizen participation in decisions on peace and security, social justice, sustainable development and international law.
26	Habitat International Coalition (HIC)	The Habitat International Coalition (HIC) is the global network for rights related to habitat, made up of more than 350 member organisations around the world so that everybody has a safe place to live in peace and with dignity both in the countryside and in the city.
27	Housing and Land Rights Network	HLRN supports and develops civil society capacity and knowledge for programs promoting practical implementation of the human rights to adequate housing and land, especially in cooperation with Habitat International Coalition.
28	IBON International	IBON International is a service institution with an international character and scope of work. In our advocacy, we cooperate mainly with social movements and civil society constituencies in all regions of the world, especially in the global South and among marginalised groups.
29	Internacional de Servicios Publicos - ISP Americas	La Internacional de Servicios Publicos en Americas esta presente en 33 paises y representa 6 millones de trabajadores en el sector publico.
30	International Grail Justice in Trade Agreements Network	The Grail is an International women's movement grounded in Christian faith in 18 countries in all six continents.
31	International Trade Union Confederation	The ITUC represents 207 million workers in 163 countries and territories and has 331 national affiliates. The ITUC's primary mission is the promotion and defence of workers' rights and interests, through international cooperation between trade unions, global campaigning and advocacy within the major global institutions.
32	International Transport Workers' Federation (ITF)	The International Transport Workers' Federation (ITF) is a democratic, affiliate led federation recognised as the world's leading transport authority. We fight passionately to improve working lives of over 18 million members working men and women across the world, connecting trade unions from 147 countries.

33	International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)	The IUF is an international federation of trade unions composed of 421 affiliated trade unions in 128 countries representing over 10 million workers.
34	ISP. Sector Administración Central de Latinoamérica	Reúne a los sindicatos de la administración pública nacional de Latinoamérica afiliados a la ISP (Internacional de Servicios Públicos).
35	Just Net Coalition	Just Net Coalition is a global network of civil society actors committed to an open, free, just and equitable Internet.
36	LDC Watch	LDC Watch is a global platform of LDC CSOs to advocate, campaign and alliance building for the rights, justice and development of the people and countries of the least developed world.
37	NAVDANYA	Navdanya defends Seed and Food sovereignty and small farmers around the world. Navdanya pioneered the movement of seed saving and seed freedom, which began in response to the crisis of erosion of agricultural biodiversity and introduction of GMOs and patents on seeds through intellectual property rights (IPRs) and so-called 'free trade' agreements.
38	Pacific Islands Association of Non-Governmental Organisations (PIANGO)	PIANGO is a regional umbrella body of national NGOs in 24 Pacific Islands countries and territories. We work with our members and partners on development effectiveness, self-determination, sustainable and just development to address the concerns of the communities we work with across the region.
39	Pacific Islands Private Sector Organisation	Regional representative organisation of private sector in the Pacific.
40	Pacific Network on Globalisation	The Pacific Network on Globalisation (PANG) is a Pacific regional network promoting economic self-determination and justice in the Pacific Islands.
41	Pacific Youth Council	The Pacific Youth Council (PYC) is a regional non-governmental youth organization that serves as an umbrella body for ten National Youth Councils (NYCs) across the Pacific region.
42	Public Services International	Representing 20 million public service workers in 160 countries.
43	Society for International Development (SID)	SID is an international network of individuals and organizations founded in 1957 to promote social justice and foster democratic participation in the development process.
44	Southern and Eastern Africa Trade, Information and Negotiations Institute (SEATINI)	SEATINI is a sub regional NGO working to strengthen the capacity of stakeholders to influence trade, tax and related policies and processes for improved livelihoods and sustained development in the region.
45	Tax Justice Network Africa	Tax Justice Network-Africa (TJN-A) is a Pan-African research and advocacy initiative established in 2007 and a member of the Global Alliance for Tax Justice.
46	The IO Foundation	The IO Foundation is an Estonia-registered nonprofit currently implementing programs in SE Asia to promote, protect and provide solutions for Digital Rights.
47	The Oakland Institute	The Oakland Institute is an independent policy think tank, bringing fresh ideas and bold action to the most pressing social, economic, and environmental issues of our time.
48	The Rules Foundation	The Rules is a global network of activists, researchers, writers, coders and others focused on addressing the root causes of inequality, poverty and climate change.
49	Third World Network-Africa	Third World Network-Africa is a Pan-African Organisation working on economic issues at the global and regional levels that impact on Africa's development

50	Transnational Institute	The Transnational Institute (TNI) is an international research and advocacy institute committed to building a just, democratic and sustainable planet. For more than 40 years, TNI has served as a unique nexus between social movements, engaged scholars and policy makers.
51	ULEPICC	El objetivo de ULEPICC es abordar las transformaciones de las industrias culturales y las formas de poder, acceso y control de la información, la cultura y el conocimiento.
52	UNI Global Union	UNI Global Unions represents globally over 650 national unions and 20 million workers in the private services sectors.
53	Union Africaine des ONG de Développement (UAOD)	UAOD est une organisation traitant tous les objectifs du développement durable y compris un volet sur le commerce.
54	Unión Universal Desarrollo Solidario	Derechos de los aborígenes, formación y desarrollo de las personas.
55	WIDE+ (Women In Development Europe+)	WIDE+ is a Europe-based network of gender and feminist specialists, women's rights advocates, activists, researchers and women's rights and development organizations.

les organisations nationales

56	Amigos de la Tierra Argentina	Argentina
57	Confederación de Trabajadores Municipales (CTM)	Argentina
58	CTA Autónoma	Argentina
59	FAECYS	Argentina
60	Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO)	Argentina
61	Fundación Grupo Efecto Positivo (FGEP), Argentina	Argentina
62	Fundación Vía Libre	Argentina
63	Instituto de Estudios Sobre Estado y Partición-ATE	Argentina
64	Instituto de Participación y Desarrollo INPADE	Argentina
65	Instituto del Mundo del Trabajo	Argentina
66	Asociación por los Derechos Civiles	Argentina
67	Australian Council of Trade Unions	Australia
68	Australian Fair Trade and Investment Network	Australia
69	Community and Public Sector Union (State Public Services Federation)	Australia
70	New South Wales Nurses and Midwives Association (ANMF NSW)	Australia
71	Union Aid Abroad - APHEDA	Australia
72	Attac Austria	Austria
73	NeSoVe / Network for Social Responsibility	Austria
74	Bangladesh NGOs Network for Radio & Comm	Bangladesh
75	COAST Trust	Bangladesh
76	Integrated Social Development Effort (ISDE)	Bangladesh
77	SETU	Bangladesh
78	VOICE	Bangladesh
79	WARBE Development Foundation	Bangladesh
80	11.11.11	Belgium
81	CETRI-Centre tricontinental	Belgium
82	CNE CSC	Belgium
83	LBC-NVK	Belgium
84	Afrique Performance (AFRIPERF)	Benin

85	Fundación Internet Bolivia.org	Bolivia
86	Centar za životnu sredinu/ Friends of the Earth Bosnia and Herzegovina	Bosnia and Herzegovina
87	Rede Feminista de Saúde, Direitos Sexuais e Direitos Reprodutivos	Brazil
88	CEBS: Comunidade Eclesial de Base.	Brazil
89	Central Única dos Trabalhadores - CUT Brasil	Brazil
90	CSPB Confederação dos Servidores Públicos do Brasil	Brazil
91	Fórum Mudanças Climáticas e Justiça Social - FMCJS	Brazil
92	Gestos	Brazil
93	Instituto Justiça Fiscal	Brazil
94	Jubileu Sul Brasil	Brazil
95	REBRIP - Brazilian Network for the Integration of Peoples	Brazil
96	Rede Social de Justiça e Direitos Humanos	Brazil
97	União Dos Trabalhadores (UGT)	Brazil
98	Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement (RESOCIDE)	Burkina Faso
99	IDEA	Cambodia
100	Cameroon women development network	Cameroon
101	ATTAC Québec	Canada
102	Common Frontiers	Canada
103	Council of Canadians	Canada
104	Public Service Alliance of Canada	Canada
105	Trade Justice Network	Canada
106	National Union of Public and General Employees	Canada
107	ONG Políticas Farmaceuticas	Chile
108	ADEA Colombia	Colombia
109	Asociación Ambiente y Sociedad	Colombia
110	Federación de Vocales de Control Región Centro y Bogotá	Colombia
111	Fundación de la Mano Contigo	Colombia
112	Observatorio de Víctimas	Colombia
113	Proceso de Comunidades Negras en Colombia. PCN	Colombia
114	A.N.P.E.	Costa Rica
115	Patria Justa	Costa Rica
116	Capítulo Cuba de la Red de Intelectuales, Artistas y Luchadores Sociales en Defensa de la Humanidad	Cuba
117	Ecumenical Academy	Czech Republic
118	NOAH Friends of the Earth Denmark	Denmark
119	Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH-RD)	Dominican Republic
120	Confederación Nacional de Unidad Sindical (CNUS)	Dominican Republic
121	PACODEVI	DR Congo
122	Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J."	Ecuador
123	FEDAEPS	Ecuador
124	Jubileo 2000 Red Ecuador	Ecuador
125	Red Mujeres Transformando la Economía - REMTE	Ecuador
126	CESTA, amigos de la Tierra El Salvador	El Salvador
127	Colegio de Profesionales en Ciencias Económicas de El Salvador COLPROCE	El Salvador
128	Ethiopian Society for Consumer Protection	Ethiopia
129	Fiji Council of Social Services	Fiji

130	Pro Ethical Trade Finland (Eettisen kaupan puolesta ry)	Finland
131	TTIP Network Finland	Finland
132	Confédération Paysanne	France
133	SNESUP-FSU	France
134	Kirchliche Arbeitsstelle Südliches Afrika (KASA)	Germany
135	PowerShift e.V.	Germany
136	Advocates & Trainers for Children & Women's Advancement & Rights (ATCWAR)	Ghana
137	Friends of the Earth Ghana	Ghana
138	Ghana Trade and Livelihood Coalition	Ghana
139	Health services workers Union of TUC Ghana	Ghana
140	PIGOP Ghana Limited	Ghana
141	Naturefriends Greece	Greece
142	CECIDE	Guinea
143	fefa cedeao section Guinee	Guinea
144	Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)	Haiti
145	Alliance for Sustainable and Holistic Agriculture (ASHA)	India
146	Anti-FTA Committee	India
147	AP vyavasaya Vruthidarula Union-APVVU, India	India
148	Center for workers education	India
149	Centre for Learning – Secunderabad	India
150	Codefuel Technology Pvt Ltd	India
151	Federation of Indian Micro and Small & Medium Enterprises (FISME)	India
152	Gene Campaign	India
153	Hazards Centre	India
154	Indian Social Action Forum	India
155	Initiative for Health & Equity in Society	India
156	Intercultural Resources	India
157	IT for Change	India
158	National Working Group on Patent Laws and WTO, India	India
159	sunray harvesters	India
160	Swadeshi Andolan	India
161	Tamilnadu Organic Farmers Federation	India
162	ToxicsWatch Journal	India
163	Indonesia for Global Justice (IGJ)	Indonesia
164	Lembaga Informasi Perburuhan Sedane (LIPS)	Indonesia
165	Resistance and Alternatives to Globalization (RAG)	Indonesia
166	FÍS NUA	Ireland
167	Galway One World Centre	Ireland
168	Keep Ireland Fracking Free	Ireland
169	Fairwatch	Italy
170	ON	Italy
171	Campaign for Social & Economic Justice	Jamaica
172	Globalization Watch Hiroshima	Japan
173	Pacific Asia Resource Center (PARC)	Japan
174	Phenix Center for Sustainable Development	Jordan
175	Growth Partners Africa	Kenya
176	Kenya Small Scale Farmers Forum KESSFF	Kenya

177	Lebanon Support	Lebanon
178	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho (PARIL)	Lesotho
179	Consumers Protection Association	Lesotho
180	Mouvement Ecologique	Luxembourg
181	Stop TAFTA Luxembourg	Luxembourg
182	Plate Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNOSCM)	Madagascar
183	Consumers Association of Penang, Malaysia	Malaysia
184	Sahabat Alam Malaysia	Malaysia
185	Initiative agricole pour le Sahel (IAS)	Mali
186	IRPAD/Afrique	Mali
187	ONG ASRAD-MALI	Mali
188	Marshall Islands Council of Non-Government Organizations (MICNGO)	Marshall Islands
189	Conseil National des Comités Populaires (CNCP)	Martinique
190	RMAS	Mauritania
191	Association des Consommateurs de l'île Maurice-ACIM	Mauritius
192	Center for Alternative Research & Studies (CARES)	Mauritius
193	General Workers Federation (GWF)	Mauritius
194	National Trade Union Confederation	Mauritius
195	Resistance & Alternatives	Mauritius
196	Bia'lii, Asesoria e Investigaciòn, A.C.	Mexico
197	CEFIMAC	Mexico
198	Centro de Promoción y Educación Profesional Vasco de Quiroga	Mexico
199	CIP Americas Program	Mexico
200	Grupo Tacuba	Mexico
201	Otros Mundos, A.C.	Mexico
202	RMALC	Mexico
203	Sindicato de Trabajadores de la Universidad Nacional Autónoma de México (STUNAM)	Mexico
204	CEMO	Mozambique
205	LaRRI	Namibia
206	Nauru Island Association of NGOs	Nauru
207	All Nepal Peasants' Federation (ANPFa)	Nepal
208	Alliance for Tax and Financial Justice	Nepal
209	Both ENDS	Netherlands
210	Platform Aarde Boer Consument	Netherlands
211	SOMO	Netherlands
212	The Haagse Mug	Netherlands
213	ASEED Europe	Netherlands
214	It's Our Future (NZ)	New Zealand
215	New Zealand Council of Trade Unions Te Kauae Kaimahi	New Zealand
216	New Zealand Public Service Association	New Zealand
217	CEDECAM	Nicaragua
218	FETSALUD	Nicaragua
219	Movimiento Comunal Nicaraguense	Nicaragua
220	Association Nigérienne des Scouts de l'Environnement (ANSEN)	Niger
221	RODADDHD	Niger
222	CAFSSO-WRAG for Development	Nigeria
223	Centre for Human Rights and Climate Change Research	Nigeria

224	Labour, Health and Human Rights Development Centre	Nigeria
225	NANTS	Nigeria
226	Nigeria Private Sector Alliance (NiPSA)	Nigeria
227	Attac Norway	Norway
228	Nei til EU	Norway
229	Dharti Development Foundation	Pakistan
230	Internet Policy Observatory Pakistan	Pakistan
231	NOOR Pakistan	Pakistan
232	Roots for Equity	Pakistan
233	Belau Association of NGOs (BANGO)	Palau
234	Programa Brujula	Panamá
235	PICISOC	Papua New Guinea
236	TEDIC	Paraguay
237	Espacio Literario Jueves de poesía y narrativa	Peru
238	Federación de Trabajadores del Agua Potable y Alcantarillado del Perú (FENTAP)	Peru
239	Red Peruana de Comercio Justo y Consumo Ético	Peru
240	Red Peruana por una Globalización con Equidad (RedGE)	Peru
241	Alliance of Tri-People for the Advancement of human rights Inc.	Philippines
242	Center for Trade Union and Human Rights	Philippines
243	Computer Professionals' Union	Philippines
244	Kilusang Mayo Uno (KMU)	Philippines
245	SENTRO	Philippines
246	Trade Justice Pilipinas	Philippines
247	WomanHealth Philippines	Philippines
248	Philippine Human Rights Information Center	Philippines
249	Philippine Alliance of Human Rights Advocates (PAHRA)	Philippines
250	Attac Poland	Poland
251	Fundacja Strefa Zieleni	Poland
252	TROCA - Plataforma por um Comércio Internacional Justo	Portugal
253	Ole Siosiomaga Society, SAMOA	Samoa
254	Africaine de Recherche et de Coopération Pour l'Appui au Développement Endogène (ARCADE)	Senegal
255	Institute for Economic Justice	South Africa
256	Institute for Economic Research on Innovation	South Africa
257	Siyafunda Community Technology Centre	South Africa
258	Southern & East African Trade Institute (SEATINI) - South Africa	South Africa
259	The Alternative Information & Development Centre	South Africa
260	Support for Peace and Education Development Program (SPEDP)	South Sudan
261	Amigos de la Tierra	Spain
262	Ecologistas en Acción	Spain
263	EMA-RTV	Spain
264	FSC-CCOO	Spain
265	Ong AFRICANDO	Spain
266	National Free Trade Union	Sri Lanka
267	We Women Lanka	Sri Lanka
268	Caribbean Assn for Feminist Research and Action - St. Lucia Chapter	St. Lucia
269	Association for Proper Internet Governance	Switzerland
270	Attac Suisse/Schweiz	Switzerland

271	Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné	Switzerland
272	Public Eye	Switzerland
273	Stop TiSA – Genève	Switzerland
274	Syndicat ADETRA	Switzerland
275	Alliance Sud	Switzerland
276	Governance Links Tanzania	Tanzania
277	Pangani Information Alliance	Tanzania
278	La'o Hamutuk, Timor-Leste Institute for Development Monitoring and Analysis	Timor-Leste
279	GARED	Togo
280	Humanitaire Plus	Togo
281	Ligue des Consommateurs du Togo (LCT)	Togo
282	Oilfields Workers Trade Union	Trinidad and Tobago
283	Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES)	Tunisia
284	Support for Women in Agriculture and Environment (SWAGEN)	Uganda
285	Uganda Debt Network	Uganda
286	Women's Probono Initiative	Uganda
287	Bretton Woods Project	United Kingdom
288	Global Justice Now	United Kingdom
289	War on Want	United Kingdom
290	Alliance for Democracy	United States
291	Center for Policy Analysis on Trade and Health (CPATH)	United States
292	Citizens Trade Campaign	United States
293	CODEPINK	United States
294	CWA MN State Council	United States
295	Friends of the Congo	United States
296	Global Exchange	United States
297	Institute for Agriculture and Trade Policy	United States
298	Institute for Policy Studies, Global Economy Project	United States
299	Occidental Arts and Ecology Center	United States
300	Public Citizen	United States
301	Sisters of Charity Federation	United States
302	Student Action with Farmworkers	United States
303	Trade Justice Alliance	United States
304	United Nations Association of Greater Philadelphia	United States
305	Washington Fair Trade Coalition	United States
306	Agrupación 19 de Octubre, trabajadores de las Telecomunicaciones	Uruguay
307	Federación de Funcionarios de Obras Sanitarias del Estado (FFOSE)	Uruguay
308	REDES-Amigos de la Tierra (FoE) Uruguay	Uruguay
309	Vanuatu Association of Non Government Organisation	Vanuatu
310	Vanuatu Human Rights Coalition	Vanuatu
311	Vanuatu National Youth Council	Vanuatu
312	Vanuatu Association of Non-Government Organisation (VANGO)	Vanuatu
313	Vanuatu Indigenous Land Defense Desk	Vanuatu
314	Coalición de Tendencia Clasista (CTC-VZLA)	Venezuela
315	Center for Sustainable Community Development	Vietnam